

## **Covid-19 : le seul bilan de Macron, c'est la catastrophe sanitaire !**

Jeudi 25 mars, alors que tous les indicateurs étaient déjà au rouge, le discours de Macron a été surréaliste : « *Aucun mea culpa à faire, ni aucun remords, ni aucun constat d'échec* »... Un décalage total entre son bilan politique catastrophique et la terrible situation dans laquelle nous sommes : ainsi, selon l'Insee, la mortalité a augmenté de 9,1 % en 2020, du jamais-vu depuis 70 ans !

### **Alerte, situation critique !**

En effet, les chiffres montrent que la situation sanitaire se dégrade rapidement. Avec le variant anglais, les épidémiologistes avaient pourtant bien alerté de l'arrivée de cette troisième vague. Ainsi, le nombre de nouveaux cas de contamination est en nette augmentation (+17%) par rapport à la semaine précédente. Dans les hôpitaux, le taux d'hospitalisation des plus de 75 ans augmente à nouveau, et la pression sur les services de réanimation s'accroît, la plupart étant d'ores et déjà saturés. Le pic des 5000 hospitalisations en réanimation atteint ce lundi dépasse déjà celui de la deuxième vague en novembre dernier... Et en conséquence, le tragique nombre de décès a augmenté la semaine dernière, de plus de 4 % par rapport à la semaine précédente.

Les lieux de travail ne sont évidemment pas épargnés. Ainsi, à l'usine PSA de Poissy, qui compte plus de 3500 salariéEs, 45 cas de Covid, (30 selon la direction qui refuse de prendre en compte les intérimaires et sous-traitants !) et malheureusement trois décès... Et les exemples sont nombreux.

### **Clusters dans les établissements scolaires**

Pendant des mois, le ministre de l'Éducation nationale Blanquer n'a rien voulu entendre. Pourtant, les études montraient bien que le virus circulait de manière accrue dans les écoles primaires, au collège et au lycée...

Aujourd'hui, c'est donc l'explosion attendue de la contamination dans les écoles et, après avoir mis en danger pendant des semaines la santé des personnels des écoles, des élèves et de leurs familles, le gouvernement est bien obligé de prendre des mesures de toute urgence, comme toujours dans l'improvisation totale.

La situation à laquelle nous en sommes arrivés, et de laquelle ce gouvernement porte l'entière responsabilité, oblige les personnels travaillant dans les établissements les plus critiques (comme en Seine-Saint-Denis) à exercer leur droit de retrait. Cela se fait contre une hiérarchie qui le refuse, estimant que les protocoles sanitaires mis en place « couvrent les agents »... Il ne faut plus tergiverser : dans ces établissements, toutes celles et ceux — personnels, parents d'élèves — qui réclament des fermetures temporaires afin de faire retomber l'épidémie ont entièrement raison !

### **Répondre aux urgences sanitaires**

Faute de place, il est maintenant question d'installer des tentes devant les hôpitaux et de trier les patientEs...

Pourtant ce n'était pas une fatalité : les responsables politiques — de gauche et de droite — qui ont démantelé l'hôpital public depuis des années, et qui continuent aujourd'hui à le démolir, devront rendre des comptes. Et depuis un an, de l'affaire des masques manquants jusqu'à cette campagne de vaccination bien trop lente, ce sont bien ce gouvernement et l'industrie pharmaceutique qui portent l'entière responsabilité de cette catastrophe sanitaire.

À nous d'imposer de véritables mesures de santé publique : l'ouverture de lits en réanimation, l'embauche et la formation massive de personnels de santé ; l'amplification de la campagne de vaccination, en réquisitionnant l'appareil de production et en exigeant la levée immédiate des brevets sur les vaccins ; la protection du monde du travail et de l'ensemble de la population (dans les entreprises et les services publics, en particulier dans l'éducation), y compris par la fermeture des lieux si nécessaire.

Parce que la primauté des profits sur les vies à laquelle conduit ce système dingue est criminelle et que ceux qui la défendent et la mettent en œuvre sont coupables.

*LeNPA65, Tarbes, mardi 30 mars 2021*